

**ALORS QUE BARKAT SE CONFINE DANS UN CERTAIN SILENCE**

# Les praticiens de la santé publique durcissent leur protesta

**Pour afficher leur détermination, les praticiens de la santé publique, tout en reconduisant leur débrayage cyclique de trois jours à partir de demain, entameront une grève illimitée à partir du 21 du mois en cours. Alors que les généralistes poursuivent leur mouvement de protestation depuis un mois, Barkat est aux abonnés absents.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Encouragé par la forte adhésion des médecins généralistes à la grève de trois jours par semaine entamée le 23 novembre dernier, le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

Le bras de fer engagé avec la tutelle par le SNPSP va connaître une nouvelle phase. Les praticiens ont décidé de radicaliser leur mouvement à travers une grève illimitée programmée à partir du 21 décembre prochain.

Une radicalisation visant à acculer les pouvoirs publics quant à prendre au sérieux les négociations de la plateforme de revendications du syndicat.

Le silence qu'observe la tutelle à l'égard des praticiens depuis le début de leur mouvement de protestation n'a fait que conforter ces derniers dans leur détermination à opter pour des actions plus radicales.

Alors que les généralistes entameront, demain, leur quatrième semaine de débrayage, le ministère de la Santé ne semble pas pour autant particulièrement préoccupé par la situation. Serait-ce dû au fait que le contexte de la grève soit marqué par la pandémie de grippe A/H1N1 ? Ce n'est pas si sûr selon le porte-parole du SNPSP. Ce dernier, estime que le ministre de la Santé est en train de gérer le dossier du programme de vaccination contre la grippe A de la même manière «chaotique» qu'il gère le

dossier des praticiens, soit dans la «cacophonie».

Après avoir convié les syndicalistes, la semaine dernière, à une réunion de travail avec le secrétaire général du ministère, qui n'a abouti à aucun résultat positif selon le SG du SNPSP, Barkat n'a pas manifesté de signe quelconque envers ces derniers pour une éventuelle reprise des négociations.

Décidé à faire aboutir une plate-forme de revendications comprenant, entre autres, l'implication des praticiens dans l'élaboration de leur statut particulier et la révision du régime indemnitaire, le SNPSP, qui dénonce une situation de blocage, nourrit néanmoins toujours l'espoir d'une ouverture du dialogue avec les pouvoirs publics. Le syndicat exige de ces derniers de prendre en compte les propositions des praticiens de la santé publique sur leur statut particulier et de tenir leur engagement concernant l'installation d'une commission mixte pour le régime indemnitaire.



Photo : Samir Sid

Ce qui a participé de la détermination des généralistes à décréter une grève illimitée, c'est le fait que Barkat ait décidé de «bâcler» le projet de statut particulier des praticiens de la santé publique, que le Conseil des ministres s'apprête à entériner. «De quel droit le ministre de la Santé décide-t-il de notre avenir ?», s'interroge le docteur

Merabet. Pis encore, Barkat, qui a apparemment d'autres préoccupations que de recevoir le syndicat des praticiens autour d'une table de négociations, fait appel à d'autres moyens pour tenter de casser le mouvement de grève, notamment les intimidations. «Le ministre de tutelle fait dans le terrorisme administratif», a dénoncé le porte-parole du SNPSP,

arguant que les directeurs des établissements hospitaliers et les DSP sont en train de mettre la pression sur les grévistes de laisser de côté leurs doléances. Une attitude qui ne semble pas pour autant intimider les praticiens généralistes, qui imputent au ministre de tutelle la responsabilité du durcissement de la protesta.

S. A.

**L'ASSOCIATION NATIONALE DU DÉFI DES HANDICAPÉS MOTEURS S'INDIGNE**

## «La situation des handicapés en Algérie est intolérable»

**La situation des handicapés est déplorable et les premières instances du pays doivent intervenir pour redonner à ces citoyens à part entière une existence décente et réelle. Tel est l'appel lancé par l'Association nationale du défi des handicapés moteurs d'Alger.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) -** «Sur les 22 articles de loi existants et concernant les handicapés, aucun n'est respecté à ce jour ! C'est incroyable !», s'est indigné M. Bouzidi Toufik, porte-parole de l'association, hier lors du forum d'El Moudjahid. Dans l'indifférence totale, les handi-

pés subissent des épreuves intenable. Pour étayer ses dires, il cite quelques exemples. «L'on bénéficie de 50 % de réduction sur les billets d'avion mais une fois dans les agences d'Air Algérie, les agents exigent un bon de commande signé par la direction nationale de solidarité, la carte de handi-

capé ne suffisant pas. Il faut ainsi aller chercher ce document. C'est aberrant !».

L'Association nationale du défi des handicapés moteurs d'Alger a son siège à Draria et existe depuis 2003. Elle a préféré changer son statut en 2009 et est passée d'une association de proximité à une association nationale, afin d'élargir son champ d'action et ses prérogatives. «La situation est catastrophique à l'intérieur du pays. Nous souhaitons apporter un plus. Nous voulons également revendiquer

des préoccupations nationales», ajoute M. Bouzidi Toufik. Les misères surviennent à tout âge, de la petite enfance à l'âge adulte, de l'école au travail. Un parcours du combattant pénible et humiliant. Peu de handicapés réussissent à s'arracher un statut : Travailler.

«Les enfants handicapés qui ne sont pas pistonnés ne peuvent continuer leur scolarité. Ces pauvres n'ont que Dieu à leurs côtés», déplore le président de l'association, M. Bouzara Hamza, insistant sur le fait

que les lois existent mais restent inapplicables. «Nous revendiquons nos droits, pas plus que ça !».

Le cas d'un enfant de six ans, renvoyé récemment de son école à Baba Hssen car étant myopathe, a été exposé. L'enfant n'a plus le droit de revenir. «Si l'établissement scolaire refuse sa réintégration, les parents porteront plainte», indique la secrétaire générale de l'association, Mme Daouj Kenza. Le 15 décembre est le délai qui a été accordé à l'école. Toutes les instances

ont été saisies à ce sujet, mais aucune suite n'a été donnée. «Nous n'avons aucun contact avec le ministère de la Solidarité nationale. Où sont ses responsables ? A qui devons-nous nous adresser ? Nous avons tout essayé et nous sommes aujourd'hui épuisés ! C'est vraiment trop !», s'est écrié Bouzara Hamza qui sollicite l'intervention des hautes autorités pour redonner à ces citoyens à part entière le droit d'exister.

I. B.

**JOURNÉES DE L'AUDIOVISUEL EN SANTÉ MENTALE**

## Pour une promotion de cet outil didactique

**Offrir l'opportunité à une large population d'accéder à l'information et à la documentation audiovisuelles dans le domaine de la santé mentale, tel est l'objectif de des journées organisées depuis hier à Alger. Initiées conjointement par la Société algérienne de psychiatrie et le Centre national audiovisuel en santé mentale de Lorquin, elles visent essentiellement la promotion de cet outil didactique.**

**Wassila Z. - Alger (Le Soir) -** L'objectif de ces journées est de rassembler familles, spécialistes et malades autour de films qui sont des témoignages vivants, expliquait, hier, le professeur Kacha, président de la Société algérienne de

psychiatrie. Il s'agit de stimuler la recherche dans le domaine de la santé mentale et encourager la création de films.

Certains films techniques nous donnent un aperçu sur les nouveautés en matière de neurosciences.

Effectivement, ce sont de petits films très simples de 6 à 35 minutes, avec des spécialistes, des patients et des familles de patients, qui ont été diffusés lors de cette première journée.

Des courts métrages qui en disent long sur la psychanalyse, les neurosciences, la génétique, l'autisme, la schizophrénie, l'addiction et tant d'autres pathologies mentales.

Et les témoignages ont suscité de longs débats entre spécialistes en psychiatrie. Dans un entretien

avec Axel Kahn, généticien et directeur de recherche, l'on découvre l'intime relation entre la génétique et la psychiatrie.

Le professeur Kahn tente, à travers une nouvelle approche, de vulgariser les rapports entre génétique et psychiatrie, nous «permettant de dépasser les clichés idéologiques et la dichotomie simpliste entre l'inné et l'acquis», et ce à travers des exemples bien définis : schizophrénie, autisme et troubles comportementaux. Il conclut par ce

commentaire : «L'homme est à 100 % inné. L'homme est à 100 % acquis et possède la plus grande capacité innée : la capacité d'acquiescer.» Cela résume un peu le but de telles manifestations.

Tout aussi émouvant est le témoignage d'un patient atteint de schizophrénie. Un schizophrène qui parle de sa maladie dans un bref témoignage, apportant des réponses simples sur une maladie pourtant complexe.

Mais l'on constate une pauvreté en matière de

documentaires dans ce secteur en Algérie. Seule une réalisation d'une demi-heure reflétant l'audiovisuel en santé mentale en Algérie a été présentée, hier. Il s'agit d'un documentaire sur la toxicomanie, définie comme une pathologie psychiatrique, et ses effets sur les adolescents en particulier.

En attendant un festival annuel de l'audiovisuel en santé mentale, ces journées demeurent, selon le professeur Kacha, une première».

Wassila Z.